

et acteurs dont la liste est publiée. Ce faisant, ils ont constitué une banque de données accessible aux chercheurs à la MSHB. En outre, sept annexes fournissent de précieuses indications chronologiques et thématiques (dates et lieux d'installation des premiers cycles dans les villes moyennes, de création des IUT, des grandes écoles et des grands organismes de recherche). Un tableau détaillé fournit la liste de tous les acteurs-clés depuis 1945 (recteurs d'académie, doyens et présidents des universités, élus de la région et des grandes villes en charge des dossiers universitaires). Signalons juste une coquille dans la légende de la photographie d'Yves Le Gallo, le fondateur du Centre de recherche bretonne et celtique à Brest : ce laboratoire de l'UBO s'écrit au singulier et non au pluriel.

Au total, à l'issue de soixante-deux ans d'efforts collectifs, le bilan du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche en 2015 est pour le moins appréciable (dix sites universitaires, quatre universités, plus de vingt écoles, huit organismes de recherche) dans une région Bretagne qui a su valoriser ses atouts dans le cadre de la modernisation du pays. Ce travail pionnier qui éclaire un pan entier de l'histoire bretonne du temps présent ouvre de nombreuses pistes de recherche. Bénéficiant de la profondeur du champ historique et de réflexions croisées, ce devrait être un outil indispensable aux décideurs actuels. Il faut saluer le travail des deux initiateurs.

Christian BOUGEARD

Typhaine CANN, *Secrets d'épaves. Plongeurs, archéologues et collectionneurs*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Essais », 2015, 282 p.

Docteur en ethnologie et chercheur associé au Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC), Typhaine Cann a pour champs de recherche le rôle des différentes médiations dans la production du sens commun, le travail de mémoire et le travail sur la mémoire par une réflexion sur la réinvention des identités à travers la mise en scène du passé. L'auteur fonde sa réflexion sur trois modèles théoriques tirés des travaux de l'anthropologue Maurice Godelier¹⁷ pour qui « l'homme a une histoire parce qu'il transforme la nature », de l'historien Alain Corbin¹⁸ qui considère que les élites intellectuelles urbanisées ont un rôle de médiateurs modifiant les codes culturels des sociétés traditionnelles, et enfin de l'anthropologue et philosophe René Girard¹⁹ qui a développé l'idée de la figure du « médiateur de désir » entre l'objet et le sujet, jouant un rôle dans la production du lien social et des systèmes de valeurs associés.

17. GODELIER, Marcel, *L'idéal et le matériel, pensée, économie, société*, Paris, Éd. Flammarion, coll. « Champs », [1984], rééd. 2010, 348 p.

18. CORBIN, Alain, *Le territoire du vide, l'Occident et le désir du rivage (1750-1840)*, Paris, Éd. Flammarion, coll. « Histoire », 1990, 399 p.

19. GIRARD, René, *De la violence à la divinité*, Paris, Éd. Grasset, 2007, 148 p.

Le présent ouvrage est l'aboutissement d'une thèse soutenue à l'Université de Bretagne occidentale à Brest en 2014. Il a pour ambition, à travers une approche ethnologique et anthropologique appliquée en contexte littoral et maritime, « de décrire les transformations des représentations de la mer au cours des deux derniers siècles » afin de « tenter de comprendre leurs répercussions sur les pratiques et sur les constructions identitaires qui leur sont associées » (p. 14).

La perception et la connaissance des mers et des océans sont passées d'abysses insondables, associés à la peur de l'inconnu et à la mort, à des espaces marins protégés à vocation patrimoniale s'inscrivant dans un devoir de mémoire collectif, en passant par « l'économie de prise » entraînée par la récupération sur la laisse de mer qui, quant à elle, contribue à la mémoire individuelle.

Son étude de cas porte sur les épaves découvertes et explorées par les plongeurs dans le secteur géographique de la mer d'Iroise, située à l'extrémité ouest de la pointe de la Bretagne et considérée comme l'une des plus dangereuses d'Europe par ses courants violents et la présence importante d'îlots, d'écueils et de récifs, représentant autant de pièges à bateau ayant alimenté l'imaginaire, et dont les côtes ont connu une implantation de populations littorales à forte identité qui ont su s'y adapter.

Dans la première partie, d'après les sources tirées du folklore et du dépouillement de 150 ans de presse locale, l'auteur, qui s'inscrit dans la démarche d'un ethnologue cherchant à se familiariser avec son sujet d'étude par une approche intuitive immersive auprès de la population, expose, d'une part, ce que l'on disait de la mer et de son exploitation avant l'apparition de la plongée, et, d'autre part, le rapport que les populations littorales entretenaient avec ce qui se trouvait au-delà du trait de côte. L'auteur démontre que les médias participent à la mémoire collective de certains groupes et de certains faits, tels que le folklore et les croyances locales (exemples : villes englouties, création de la mer, valeur du sel), la culture maritime et l'industrialisation (exemples : pêche et industrie navale), les considérations militaires et les fortunes de mer (exemples : guerres navales et naufrages), la conquête des profondeurs et les catastrophes environnementales (exemples : enjeux économiques et environnementaux), à travers une part d'imprégnation ayant participé à la construction identitaire et à ses mutations. D'une société principalement axée sur la défense des côtes et la construction navale au milieu du XIX^e siècle, on est passé dans la seconde moitié du XX^e siècle à une « métropole polymorphe » à la vocation maritime toujours aussi forte, mais avec une finalité patrimoniale en sus.

De manière plus générale, l'auteur montre que les rapports que les hommes du XIX^e siècle nouaient avec leur environnement ont servi à structurer des hiérarchies entre les individus, les groupes et à façonner la société. Par la mise en perspective des données collectées, l'auteur tente également de faire apparaître l'importance de la variable socioculturelle et de montrer combien les frontières entre les groupes sont poreuses et mouvantes, mais liées par trois thèmes récurrents dans le rapport Homme/Mer : tempête, naufrages, corps noyés.

Ainsi la première partie de l'ouvrage a-t-elle pour objet de présenter le contexte dans lequel s'insère la plongée sur les épaves, tout en introduisant la question du rapport aux objets que l'on ne peut réduire à une simple affaire de pillage punie par les autorités et socialement désapprouvée qui fait l'objet de la seconde partie.

Dans la seconde partie, l'auteur pose en effet le problème du statut des objets remontés par les plongeurs. Appartiennent-ils à la catégorie des *res nullius*, ces objets rejetés par la mer que l'on collecte le long du littoral et auxquels on attache une valeur affective et symbolique, et ont-ils la même fonction ?

Derrière les discours qui appellent à la reconnaissance d'un patrimoine sous-marin largement véhiculé par les médias à travers la « vocation maritime » de Brest, l'auteur exprime l'idée que les épaves sont les témoins de cette identité maritime et que les plongeurs ont cherché à l'appriivoiser, motivés par la quête de trésors et celle d'espaces inexplorés. L'invention du détendeur en 1943 par Émile Gagnan et Jacques-Yves Cousteau a permis de faire évoluer la plongée dont la pratique s'est démocratisée en un demi-siècle.

Elle-même plongeuse, l'auteur montre que la plongée est passée d'une activité professionnelle, *via* les chantiers de l'après-guerre et le métier de ferrailleur, à celle d'une pratique grand public avec la plongée de loisirs et les débuts de l'exploration sous-marine *via* les premiers clubs (1961) qui, à travers les plongées sur épaves, ouvrirent à l'archéologie amateur dans les années 1960. Des passionnés de plongées et d'histoire devenus des apprentis archéologues, renouant avec la tradition du « droit d'épave », ont improvisé des chantiers archéologiques afin de contribuer à la valorisation de l'histoire locale. L'amateurisme, l'enthousiasme, la bonne volonté, le côté officieux de la démarche, tout en s'abritant derrière une justification intellectuelle et scientifique, ont malheureusement entraîné des abus où l'attrait pour le bel objet et la quête de savoir ont ouvert la voie des pilleurs d'épaves et des chasseurs de trésors.

Comme l'expose l'auteur dans les derniers chapitres, ces pratiques artisanales ont servi de prétexte à l'imposition de nouvelles règles vis-à-vis d'une petite élite de plongeurs locaux aguerris qui s'était laissé séduire par l'appel des profondeurs. La rupture était prévisible et annonçait un « prélude à la patrimonialisation », favorisée dans les années 1980 par les médias avec la naissance de la revue du *Chasse-Marée*, les explorations scientifiques de Cousteau, l'émission *Thalassa*. La mise en scène du patrimoine maritime à travers un cadre législatif mené sous l'autorité du Département de recherche en archéologie subaquatique et sous-marine (DRASSM) du ministère de la Culture s'est ainsi imposée, contribuant à la mise en œuvre des bonnes pratiques, aux changements des mentalités et à la notion de transmission. Ces plongeurs apprentis archéologues aux pratiques parfois ambiguës sont ainsi majoritairement devenus des collaborateurs participant à ce phénomène de patrimonialisation sous l'égide du DRASSM, dont la prérogative est la gestion des biens culturels maritimes dans une volonté de conserver la mémoire patrimoniale

collective à l'échelle nationale et internationale²⁰. Le DRASSM est ainsi devenu ce nouveau médiateur entre l'objet et le sujet pour la protection et la transmission d'un patrimoine maritime commun.

Par cet ouvrage, l'auteur nous éclaire sur le rôle que l'homme attribue aux choses dans son dialogue avec le temps et plus particulièrement sur l'évolution du statut de l'objet collecté au fond des mers : « À mi-chemin entre « trophées » et « reliques », les souvenirs collectés en plongée reflètent l'influence de mécanismes d'identification au groupe (aux lieux, à leur histoire) plus ou moins conscients et en tout cas toujours ambigus, le trouble étant ici renforcé par une fascination inavouable pour les ambiances macabres que les naufrages contribuent à alimenter » (4^e de couverture).

Des *res nullius*, tirés de traditions anciennes, aux biens culturels maritimes en passant par l'objet « trophée » très présent dans l'imaginaire, l'auteur nous permet de suivre les changements de mentalités, la conversion aux bonnes pratiques encouragées par les institutions ainsi que l'évolution de groupes socioculturels dans un environnement mouvant où les épaves semblent avoir joué un rôle social majeur. On saluera un ouvrage novateur sur le plan anthropologique, tout en regrettant qu'au regard de la méthode « immersive » qu'elle revendique, l'auteur ne présente l'action de l'archéologue et la finalité patrimoniale qu'à travers les propos et la perception de ses « informateurs » locaux et la publication *La Mer pour Mémoire*²¹ sans avoir rencontré les acteurs locaux (archéologues sous-marins professionnels) et/ou institutionnels (DRASSM). Bien que présente dès le titre de couverture, la vision archéologique ne peut donc qu'être amoindrie et/ou déformée.

Django GUYON

docteur en histoire de l'art et archéologie (ADRAMAR/Université de Rennes 2)

Claudie HERBAUT, Louis-Michel NOURRY, *Kerguéhennec. Architecture et paysage*, s.l. [Lopérec], Locus Solus/Département du Morbihan/Domaine de Kerguéhennec, coll. « Histoire et patrimoine en Morbihan », 2016, 112 p.

Racheté par le conseil général du Morbihan en 1972 et en partie dédié à un centre d'art contemporain, le domaine départemental de Kerguéhennec à Bignan est un lieu bien connu des Morbihannais pour son château et son parc de 45 hectares émaillé de sculptures contemporaines. Il manquait cependant aux visiteurs un ouvrage relatant son histoire.

20. Cf. LE RU, Laetitia, « L'archéologie maritime en Bretagne », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. XCIII, 2015, p. 371-396, notamment les p. 372-379 qui décrivent le cadre juridique. Rectifions à ce sujet une inexactitude : contrairement à ce qu'écrit l'auteur (p. 201 et note 55), la France a signé (en 2013) la convention Unesco de 2001.

21. L'HOURL, Michel et VEYRAT, Élisabeth (dir.), *La Mer pour mémoire : archéologie sous-marine des épaves atlantiques*, Paris- [Bignan], Somogy éditions d'art/Buhez, 2005, 364 p.